



SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°71-2022-091

PUBLIÉ LE 14 JUIN 2022

Sommaire

Direction départementale des territoires de Saône-et-Loire /

71-2022-06-09-00002 - Arrêté autorisant l'exercice de la vénerie sous terre du blaireau pour une période complémentaire à partir du 15 juin 2022 et jusqu'au 14 septembre 2022 inclus (4 pages)

Page 3

Direction départementale des territoires de Saône-et-Loire / Habitat

71-2022-06-10-00003 - Arrêté n°1 portant attribution des droits à engagement Grand Chalon 2022 (2 pages)

Page 8

Direction départementale des territoires de
Saône-et-Loire

71-2022-06-09-00002



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
des Territoires

Service environnement
Unité milieux naturels et biodiversité
ddt-env-chasse@saone-et-loire.gouv.fr

Le préfet de Saône-et-Loire,
chevalier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTÉ autorisant l'exercice de la vénerie sous terre du blaireau pour une période complémentaire à partir du 15 juin 2022 et jusqu'au 14 septembre 2022 inclus

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R 424-4 et R 424-5,
Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de Saône-et-Loire - M. CHARLES (Julien),
Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié relatif à l'exercice de la vénerie,
Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2019 modifié portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique 2019-2025,
Vu la demande d'autorisation d'une période d'ouverture complémentaire pour la vénerie sous terre du blaireau à partir du 15 mai 2022, présentée le 6 décembre 2021 par la fédération départementale des chasseurs de la Saône-et-Loire,
Vu le courrier conjoint en date du 9 décembre 2021 de M. le Président de la chambre d'agriculture et de M. le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Saône-et-Loire, sollicitant le maintien en 2022 de la période d'ouverture complémentaire de vénerie sous terre du blaireau,
Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) réunie par visioconférence le 14 décembre 2021 et vu l'avis de la fédération départementale des chasseurs,
Vu l'envoi par courriel du 14 décembre 2021, aux membres de la CDCFS, de l'argumentaire produit par la fédération départementale des chasseurs en vue d'une période d'ouverture complémentaire de vénerie sous terre du blaireau à partir du 15 mai 2022 et vu les avis et commentaires formulés,
Vu la mise en ligne du projet d'arrêté autorisant l'exercice de la vénerie sous terre du blaireau pour une période complémentaire à partir du 15 mai 2022, effectuée du 03 mars au 24 mars 2022 inclus dans le cadre de la loi sur la participation du public, et vu les observations émises à l'issue de cette procédure,
Vu le jugement du tribunal administratif de Dijon du 15 mars 2022 annulant l'arrêté préfectoral du 11 mai 2020 ouvrant une période complémentaire de vénerie sous terre du blaireau dans le département de Saône-et-Loire en 2020,

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140
71040 MÂCON Cedex
Tél : 03 85 21 28 00

Considérant que le blaireau est une espèce bien représentée dans le département, au vu des différents indices de présence recensés,

Considérant que le blaireau, espèce nocturne, est peu prélevé par la chasse à tir,

Considérant que la principale forme de chasse du blaireau est la vénerie sous terre, mode de chasse légal et réglementé,

Considérant le suivi des actions de chasse par déterrage depuis 2005,

Considérant qu'il convient de rendre obligatoires les déclarations de prélèvements de blaireaux par vénerie sous terre afin de consolider le suivi des prélèvements,

Considérant que la pratique de la vénerie sous terre n'a pas affecté l'équilibre biologique de l'espèce et ne porte pas atteinte à son état de conservation,

Considérant que la période d'ouverture complémentaire de vénerie sous terre du blaireau, en vigueur depuis de nombreuses années en Saône-et-Loire, permet d'assurer une régulation de l'espèce en vue de limiter les dommages qu'elle peut causer (cultures agricoles, infrastructures ferroviaires et routières, ouvrages communaux), sans compromettre sa pérennité,

Considérant que le protocole de suivi des terriers de blaireaux mis en place par la fédération départementale des chasseurs de Saône-et-Loire à partir de 2022, afin notamment de suivre l'évolution de la densité des terriers de blaireaux, indicateur de la densité de la population dans le département, consolidera la connaissance de l'espèce,

Considérant qu'une ouverture de la période complémentaire au 15 juin garantit le sevrage des blaireautins,

Sur proposition de M. le Directeur départemental des territoires,

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : L'exercice de la vénerie sous terre du blaireau est autorisé pendant la période complémentaire allant du 15 juin 2022 au 14 septembre 2022 inclus.

Article 2 : Tout prélèvement opéré en Saône-et-Loire sur l'espèce « blaireau » par la vénerie sous terre, durant la période complémentaire visée à l'article 1 du présent arrêté, devra obligatoirement être déclaré **avant le 1^{er} octobre 2022** à la fédération départementale des chasseurs :

- soit par voie dématérialisée via un espace adhérent disponible sur le site de la FDC71 www.chasse-nature-71.fr pour les équipages de Saône-et-Loire,

- soit par courrier postal à l'adresse suivante pour les autres équipages : 24 rue des 2 moulins CS 90002 71260 Viré

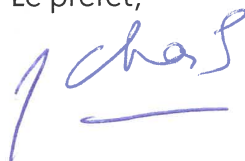
Pour chaque blaireau prélevé, devront obligatoirement figurer les renseignements suivants : date et commune de prélèvement, sexe et âge (jeune, adulte) de l'animal.

Article 3 : M. le Secrétaire général de la préfecture, M. le Directeur départemental des territoires, M. le Chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, M. le Directeur d'agence Bourgogne Est de l'office national des forêts et tous agents chargés de la police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Saône-et-Loire et affiché dans toutes les communes par les soins des maires.

Fait à Mâcon,
le **- 9 JUIN 2022**

Le préfet,



Julien CHARLES

Voies de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif - 22 rue d'Assas 21000 Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140
71040 MÂCON Cedex
Tél : 03 85 21 28 00

43 151A

Direction départementale des territoires de
Saône-et-Loire

71-2022-06-10-00003



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
des Territoires

Alice MAITRE
Chargée de financement du logement social
Unité logement public et politiques de l'habitat
Service Habitat Construction
Tél : 03 85 21 28 22
alice.maitre@saone-et-loire.gouv.fr

Le préfet de Saône-et-Loire,
chevalier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTÉ N° portant attribution des droits à engagement

Bénéficiaire :

Communauté d'agglomération Le Grand Chalon
Adresse : 23, avenue Georges Pompidou
71100 Chalon-sur-Saône
N° SIRET : 247 100 589 000 32

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 61 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article L.301-5-1 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Le Grand Chalon en date du 10 décembre 2019 adoptant le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2020-2025 ;

Vu la convention de délégation des aides à la pierre conclue en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation en date du 20 avril 2021 entre l'État et la Communauté d'agglomération Le Grand Chalon ;

Vu l'avenant pour 2022 à la convention de délégation des aides à la pierre en date du 3 mai 2022 ;

Vu l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement de Bourgogne – Franche-Comté du 11 février 2022 relatif à la répartition des crédits et aux orientations de la politique de l'habitat ;

Vu la décision de subdélégation d'autorisation d'engagement du 21 avril 2022 de 24 000 euros au titre du volet offre nouvelle ;

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140
71040 MÂCON Cedex
Tél : 03 85 21 28 00

1/2

Vu l'arrêté préfectoral n° 71-2021-11-22-00005 du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à M. Jean-Pierre Goron, directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Article 1er

Il est mis à disposition de la Communauté d'agglomération Le Grand Chalon un montant de droits à engagement de 24 000€ au titre de l'offre nouvelle logement locatif social 2022.

Ce montant est imputé sur le programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, par voie de fonds de concours FNAP n°1-2-00479 « FNAP – offres nouvelles » au titre de l'année 2022.

Article 2

Les droits à engagement mis à disposition au titre de l'article 1er sont exclusivement réservés à la réalisation des objectifs fixés dans le cadre de la programmation 2022, fixés par l'article 2-1 du titre I de la convention de délégation de compétence tel que modifié par l'avenant à la convention pour l'année 2022.

Article 3

M. le Président de la Communauté d'agglomération Le Grand Chalon, M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Saône-et-Loire.

Fait à Mâcon,
le **10 JUIN 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental

Jean-Pierre Goron